

DOSSIER : L'islam et la République

Les médias se font l'écho de tant d'affaires qu'on peut se poser la question : nos concitoyens musulmans, pleinement citoyens en droit, le sont-ils en fait ? La réponse honnête est hélas souvent négative. D'une part les non-musulmans ne mesurent pas la réalité de la diversité nationale. Sait-on par exemple qu'un corps d'aumônerie militaire musulmane apporte à présent son assistance aux nombreux militaires français de confession musulmane ? Et d'autre part certains musulmans marginalisent leur communauté en plaçant sur les signes extérieurs de leur religion un accent incompatible avec une intégration harmonieuse dans une république laïque, alors même que cela n'est pas explicitement exigé par les textes sacrés...

Dossier réalisé par Antoine Jaulmes



Grande mosquée de Paris, place du puits de l'Ermitage (photo Wikipédia)

> Réflexion : Identité ou identique ?

Le 2 novembre 2009, Eric Besson, ministre de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du développement solidaire publiait le document officiel de cadrage et d'organisation du grand débat sur l'identité nationale. Abstraction faite de toute considération politique, il faut reconnaître que cette interrogation est une préoccupation humaine tout à fait naturelle. Mais comment tirer parti de ce débat pour améliorer la situation actuelle et léguer aux jeunes générations une société où il fera bon vivre ? J'ai souhaité participer à ce débat qui peut fournir une voie d'intégration utile à tous. Je formulerai d'abord trois remarques puis quelques suggestions envers chaque communauté et envers les autorités.



Béchir Labidi

La première remarque est d'ordre formel. A la lecture du document ministériel, on constate qu'une inquiétude sous-jacente en a animé les rédacteurs. En effet, sur quatre pages en annexe, quasiment trois concernent les étrangers ! L'identité nationale, sujet passionnant dans l'absolu,

se trouve ainsi d'emblée insérée dans une opposition entre « nous » les Français et « les autres », étrangers et immigrés. Voilà qui explique certaines des controverses qui ont accompagné ce débat. Dans un tel climat, comment déboucher sur une adhésion massive de la diversité nationale française à des valeurs incontestables ? Mais il faut dépasser cet aspect formel ; le questionnement sur l'identité est légitime à mes yeux, car il accompagne une évolution nécessaire de la société française. Refuser l'exploitation politique de ce dé-



guerres fratricides au prétexte de différences parfois ténues et d'exemples d'évolutions au fil du temps du rejet de l'autre. Tout comme l'antisémitisme a refait surface en Allemagne dans les années 1930, il n'est pas impossible que des minorités dites « visibles » soient un jour écartées de la communauté française ou que de vieilles querelles franco-françaises ressurgissent. Nous avons tous entendu parler des fameuses guerres de religion ou de querelles entre régions françaises pour des intérêts ou pour des identités. Symétriquement, j'ai relu récemment le récit du célèbre voyageur Ibn Batouta (mort à Marrakech en 1369) qui décrit la stupéfiante diversité du monde arabe et musulman de son époque, pourtant perçu de l'extérieur comme « homogène » !

Différence entre théorie et pratique

La troisième remarque est d'ordre moral. Au plan juridique ou institutionnel, il n'y a aucune ambiguïté sur le fait que les lois françaises garantissent l'égalité citoyenne sans distinction. Ce qui vient ébranler la confiance dans le système, c'est la pratique, ce sont ces citoyens qui ne trouvent pas de logement ou de travail parce qu'ils sont issus d'une minorité visible, ceux à la vue de qui l'accès des boîtes de nuit se ferme... La société française semble beaucoup plus gênée par la « visibilité » de la différence que par l'existence même d'une différence, une « visibilité aveuglante » qui, avec l'aide des médias, voit en toute différence visible une menace pour l'identité nationale : minarets, femmes voilées, quartiers concentrant des personnes de couleur, etc. Espérer résoudre ce type de réaction par des dispositions légales, c'est se tromper de diagnostic et donc de remède. L'identité nationale française s'est façonnée au long des siècles à travers des ressentiments, des perceptions ou des passions complexes dégagées par des moments très forts de guerres, de luttes, d'alliances et de toutes sortes d'événements marquants. La présence d'une population immigrée, notamment des ex-colonies françaises, n'est pas une menace, mais un atout considérable, et une étape nouvelle dans la longue évolution de l'identité nationale.

Rôle et symbole, un équilibre

Pour tirer tout le parti possible de ce débat au profit des générations présentes et futures, il faudra aller au-delà des mesures d'ordre symbolique. Le rôle de l'Etat et de toute la société civile n'est pas de façonner la société selon les opportunités de la conjoncture politique, mais plutôt d'accompagner le changement de la société française dans un esprit constructif et pacificateur, afin d'éviter, dans un futur proche ou lointain, de graves déchirements sociaux.

Le problème touche à nos passions, à notre éthique collective et à notre engagement moral dans le monde entier ; il convient donc de permettre à chacun de s'exprimer sans aucune crainte et d'avoir la générosité de privilégier l'écoute pour mesurer l'ampleur des blessures dissimulées au fond des cœurs. Il convient d'utiliser toutes les ressources de la sagesse, du savoir, de la culture et même de la transcendance pour cristalliser un consensus nouveau garant de la stabilité de la société française et européenne à long terme.

L'atteinte de ces objectifs est une responsabilité partagée à parts égales entre les deux principales composantes de la société française, dans un esprit de réciprocité totale.

bat, revoir les questions mal conçues, c'est lui donner du sens et se donner les moyens de traiter le défi posé à notre conscience collective par la présence d'un grand nombre de citoyens perçus comme « étrangers » en France malgré leur naturalisation.

Confusion des esprits

La deuxième remarque est d'ordre sémantique. Il règne une certaine confusion dans les esprits entre les notions d'« identité nationale » et d'« identique ». Les deux mots viennent du mot latin « idem » qui signifie « le même ». Tout le débat s'en trouve en quelque sorte faussé. Faut-il être « identiques » pour construire une identité commune ? C'est tout le problème posé par la fameuse remarque de Brice Hortefeux : « Quand il y en a un ça va... C'est quand il y en a beaucoup qu'il y a des problèmes ! ». Le jeune homme visé – militant UMP, ne portant ni djellaba ni barbe et semblant apprécier les bons vins français – était tout simplement brun de peau ! Est-ce là le problème ? Répondre par l'affirmative serait un suicide intellectuel et moral. Cette difficulté d'inclusion de certaines différences dans une identité commune existe dans toutes les cultures. L'Histoire humaine regorge d'exemples de



De la part des citoyens de longue date, il serait inutile de nier la réalité d'un changement déjà en phase avancée ou d'oublier que la majorité de la population immigrée a été délibérément recrutée et introduite dans le tissu social français par la volonté de gouvernements soucieux de renforcer l'économie française. C'est un fait rare dans l'Histoire et il convient d'assumer les choix de ces gouvernements démocratiquement élus.

Cela ne sert à rien non plus d'ignorer le fait que lorsque la France défend et diffuse légitimement sa langue et sa culture dans les universités du Maghreb et d'Afrique, cela incite de nombreux étudiants à venir en France dès la fin de leurs études. La cause en est certes avant tout économique mais les affinités linguistiques et culturelles suscitées par l'étude de la langue française sont évidentes. Le rôle de la France dans le développement économique et démocratique des ex-colonies françaises est donc crucial dans le domaine de la régulation de l'immigration future, bien plus que les diverses mesures coercitives qui conduisent à des situations peu dignes. Le respect du droit fait aussi partie de notre identité collective. Avoir un demi-million de personnes sans papiers en France, dont une bonne partie embauchées au noir au mépris le plus total des lois, témoigne d'une flagrante dichotomie entre le discours et la réalité.

Il est inutile aussi de focaliser toutes les craintes sur l'Islam. L'Islam français est composé non seulement de culture et d'ethnies différentes mais encore de toutes sortes d'affinités : sociales, religieuses, culturelles, philosophiques, politiques, économiques, scientifiques, sportives, sexuelles, etc. Ces sensibilités vont s'allier graduellement avec des tendances semblables au sein de la société française. Par exemple, personne ne s'étonne de voir le couple Chirac loger dans un appartement parisien appartenant aux Hariri, famille musulmane sunnite du Liban. Les attentats d'extrémistes ultra-minoritaires ne parviendront pas à empêcher l'évolution inéluctable vers une société européenne de diversité.

Mais certaines interrogations restent légitimes. La crainte suscitée par une présence significative de l'Islam en France ne témoigne-t-elle pas d'une certaine fragilité de nos croyances, de nos pratiques de nos relations avec le sacré ? Ce sacré ne serait-il pas un peu trop usé par des siècles de combats acharnés entre le religieux et le temporel ? Une dose bien mesurée de diversité religieuse n'a-t-elle pas vocation à réveiller des consciences engourdies sous l'emprise de la drogue de la modernité ? Serions-nous touchés par une blessure de notre orgueil collectif ? Avons-nous pensé à l'humiliation que nous infligeons à d'autres peuples ?

Quant aux citoyens récemment établis ou naturalisés (dont je fais partie), une prise de conscience majeure doit s'opérer dans leurs rangs pour comprendre notre société, s'interroger sur l'avenir de notre pays et sur notre vrai rôle dans sa construction.

La responsabilité de chacun

Par exemple, le fait de perpétuer la victimisation, le fait de préférer le ghetto d'un communautarisme parfois primitif, le fait d'ignorer l'inquiétude bien réelle des autres citoyens en mettant en avant le slogan du racisme, le fait de minimiser l'ampleur du choc occa-

sionné par certains comportements inadéquats, tout cela freine notre intégration. Personnellement, j'ai été choqué de voir, le soir du match Egypte-Algérie, certains « supporters » casser les vitrines des Champs Élysées et détruire les biens d'autrui. Se taire sur ce genre d'agissements, c'est contribuer à ternir notre image et alimenter ceux qui cherchent la discorde. Beaucoup de français s'identifient sans problème à des modèles de réussite issus des minorités : Zidane et Noah sont parmi les personnalités les plus appréciées des Français. Cela doit susciter une réflexion sur ce que les citoyens, attendent, aiment ou détestent en d'autres, issus de la diversité. Et réciproquement, naturellement.

D'autre part, certains citoyens musulmans accordent une importance exagérée à des pratiques perçues comme provocatrices par la société française (habits, barbes, architecture, célébrations diverses). Certes, on peut justifier ces pratiques par la liberté du culte, mais nous vivons dans une société de l'émotion et de l'image plus que de l'information. L'apparence extérieure de la pratique de la foi doit être réfléchie à la lumière de ce constat et d'un retour aux fondamentaux. A titre d'exemple, dans la foi musulmane, le Paradis divin est le but ultime de toute action humaine. Dans un Hadith authentique (rapporté notamment par l'Imam Ahmed ibn Hambal), il est dit que le plus grand nombre de gens accéderont au Paradis du fait de « la piété et de la haute moralité », des notions totalement intérieures. Dans ce cas, pourquoi insister autant sur les aspects extérieurs de la pratique, souvent au détriment du fond ?

Et, respectueusement, l'élite musulmane européenne devrait avant tout chercher à apaiser les esprits en instaurant la confiance plutôt que de chercher à convaincre par le raisonnement intellectuel. L'identité nationale d'un peuple est une alchimie vivante et non une suite logique de raisonnements cartésiens.

Les erreurs commises par les sociétés humaines à cause de l'enfermement communautaire ont coûté très cher à l'humanité. Mais lorsque les humains prennent conscience qu'ils peuvent être unis face à un danger lorsqu'ils s'acceptent en tant qu'êtres uniques, alors identité est synonyme d'altérité.

Concrètement, plusieurs pistes pourraient permettre de renforcer la cohésion sociale en France :

- ✓ Apporter un soutien financier et une politique volontariste à toute initiative citoyenne travaillant sur le terrain pour établir un dialogue à cœur ouvert et rapprocher les composantes de la société.
- ✓ Accompagner et valoriser médiatiquement les initiatives locales de désenclavement intra et intercommunautaires. Les problèmes nationaux sont souvent ancrés dans une souffrance locale qu'il est plus efficace de résoudre au niveau local.
- ✓ Renforcer l'enseignement des langues d'origine afin de permettre aux immigrants récents de se construire sans s'exposer aux problèmes du déracinement.
- ✓ Ouvrir un chantier pour échanger sur les périodes marquantes et controversées de notre histoire nationale, pour en finir avec le mépris, l'oubli et l'humiliation et enfin tourner la page.
- ✓ Sanctuariser la question de l'identité nationale, car c'est un domaine commun qui doit unir toutes les composantes de la société et non les diviser.
- ✓ Eviter de légiférer à tout propos ; une loi inappliquée de plus ne fait qu'aviver le sentiment d'injustice.

Béchir Labidi

> Lancer un pont par-dessus le fossé de la citoyenneté

Aïcha Lasfar est artiste, militante et membre de Présence Musulmane Ottawa, elle a assisté au Forum sur la citoyenneté et l'identité* en novembre 2009 à Montréal, et y a écouté Tariq Ramadan. Elle raconte son enthousiasme pour les conseils et les réflexions du professeur Ramadan.

Etant en pleine adolescence, je me pose encore beaucoup de questions sur moi-même... Pourtant, une chose dont je suis certaine, c'est de ma citoyenneté canadienne. Selon certains, étant donné que mon père est marocain, j'aurais naturellement dû être marocaine, mais ça ne collait pas. Je suis fière de mon héritage marocain mais je ne peux pas m'y identifier parce qu'il ne fait tout simplement pas partie de mon quotidien. J'ai toujours vécu au Canada et je ne sais pas grand chose du Maroc, je n'en parle pas la langue et je ne me reconnais pas dans sa culture. J'en reviens donc aux 3 L dont parlait Tariq Ramadan dans sa conférence :

Langue : pour être des citoyens à part entière, il faut maîtriser la langue du pays que nous habitons.

Loyauté : un sentiment d'appartenance est essentiel à une pleine citoyenneté. Cette loyauté ne saurait toutefois paralyser notre esprit critique : un engagement, quel qu'il soit, doit toujours être précédé d'une véritable réflexion.

Loi : nous devons nous soumettre à la loi du pays. Cependant, nous devons nous assurer que ces lois n'entrent pas en contradiction avec nos valeurs.

le souci d'y contribuer ? Pour devenir de véritables citoyens, nous devons avant tout nous interroger sur ce que nous avons à apporter à notre environnement. Il faut en outre réfléchir aux aspects philosophique et psychologique de la citoyenneté. Penser la citoyenneté seulement en termes d'intégration nous ramène à cette mentalité de



Tariq Ramadan

« eux et nous ». Le mot « intégration » laisse entendre qu'un groupe devrait oublier son identité passée. Il est primordial de comprendre que la citoyenneté est un terrain neutre où toutes les personnes qui vivent dans une même société se rencontrent.

Pour cela, il faut introduire le concept d'égalité dans la diversité. La diversité consiste à célébrer la différence de chacun, tandis que

l'égalité s'applique plutôt à l'aspect socio-économique. Tariq Ramadan rappelle que respecter, ce n'est pas tolérer mais apprendre à connaître l'autre et tenter de le comprendre. Si nous apprécions vraiment la diversité culturelle, il ne sera plus question de refuser à quelqu'un

une augmentation de salaire ou la main de notre fille à cause de son origine ethnique.

Pour avancer dans la compréhension mutuelle, Tariq Ramadan suggère que nous nous penchions sur le passé historique de l'autre. Les immigrants montrent peu d'intérêt envers l'histoire de leur pays d'accueil, et il leur manque par conséquent des éléments pour comprendre leurs concitoyens. Nos dirigeants ne peuvent guère nous aider dans ce domaine. Il nous faut des facilitateurs et des médiateurs qui puissent lancer des ponts, non seulement entre la communauté et ses leaders, mais aussi entre la première et la deuxième génération. Et c'est là que les jeunes entrent en jeu.

Personnellement j'ai été très enthousiaste quand j'ai réalisé que je pouvais servir de médiateur. Je comprends les deux cultures, je peux donc être un agent de rapprochement. Les jeunes de la deuxième génération issus d'une culture unique le peuvent aussi. Quant aux médias, au lieu de nous plaindre d'eux et d'entretenir un climat de ghetto, nous pouvons les mettre à notre service. En présentant notre monde aux journalistes, nous le présenterons aussi à nos concitoyens.

Mon souhait serait que chacune de nos communautés mette en pratique un peu de cette sagesse et que ce vent de fraîcheur nous atteigne malgré ces armures dans lesquelles les jeunes, moi y compris, nous barriquadons parfois, et que l'on puisse lancer un pont par-dessus le fossé de la citoyenneté.

Aïcha Lasfar, traduite par Suzanne Touchette.

* Forum organisé par l'Organisme Communautaire des Services aux Immigrants d'Ottawa (OCISO).

J'ai réalisé que je pouvais servir de médiateur. Je comprends les deux cultures, je peux donc être un agent de rapprochement.

Mais pour Tariq Ramadan, la citoyenneté n'est pas seulement une question de droits de l'individu, mais aussi de contribution. Comment pouvons-nous prétendre faire partie d'un système quand nous ne pensons qu'à en tirer les bénéfices et que nous n'avons pas



Voir l'intervention de Tariq Ramadan sur le même thème à Paris en janvier 2010
www.ic-fr.org

> Débat : La République au risque de la diversité

La France est aujourd'hui plurielle culturellement mais un malaise s'est installé dans les différentes composantes de notre société. Les jeunes Français issus de l'immigration voient que la société française ne leur accorde pas une véritable égalité contrairement à ce que proclament les frontons des mairies et des écoles de la République. L'Islam est perçu comme une menace par les non-musulmans. Les musulmans ont peur de perdre leur identité en s'occidentalisant...

Dans le cadre de son programme Initiative Dialogue qui cherche à apaiser les peurs en nous interrogeant tous sur notre propre contribution à ces peurs, I&C organisait le 12 février dernier à Paris un débat qui regroupait deux intervenants aux points de vue bien différents : Charles Conte, membre de l'Union Rationaliste, auteur, chargé de mission Etudes et recherches Laïcité-Egalité-Diversité à la Ligue de l'enseignement, et Tareq Oubrou, imam français de Bordeaux, membre de l'Association des Musulmans de Gironde, affiliée à l'UOIF (Union des Organisations Islamiques de France), président de l'association «Imams de France» et auteur d'une vaste réflexion théologique sur les conditions de la pratique musulmane dans une société sécularisée. Extraits.



Charles Conte
 « La laïcité est un principe politique et juridique de séparation entre l'Eglise et l'Etat, et d'affirmation de la liberté de conscience de chacun. La diversité est un fait sociologique qui s'est mis en place au cours de plusieurs grands moments de l'histoire de France.

La Révolution française : dénonçant l'alliance du pouvoir et du clergé, la Révolution affirme de manière irréversible, par la déclaration des Droits de l'Homme de 1789, que la souveraineté revient au peuple.

La laïcisation de l'école : dans les années 1880.

La loi de séparation de l'Eglise et de l'Etat : en 1905, qui se fonde sur le principe de la liberté de conscience, et met fin au financement public des cultes. Ce principe de liberté de conscience dépasse celui de liberté religieuse en ajoutant au libre choix de sa religion la possibilité de ne pas avoir d'appartenance religieuse. Cette loi de 1905 est une loi de libération et non de répression. En effet, dans une société cléricale, les actes de foi publics sont rarement sincères. La liberté de conscience autorise les actes de foi publics, elle ne demeure pas seulement dans le domaine privé. C'est seulement dans une société libre que l'acte de foi est un acte authentique.

Les lois des années 70' mettent fin à un certain nombre d'interdits d'origine religieuse : la contraception, l'IVG, l'éducation à la sexualité, l'acceptation de l'homosexualité...

Enfin la période actuelle : il y a aujourd'hui en France cinq millions de personnes qui viennent de familles musulmanes, avec toute une diversité de pratiques, de pensée... et au total dix millions de Français originaires d'Afrique ou d'Asie qui sont catalogués comme étrangers alors qu'ils sont citoyens français ; c'est un problème de représentation sociale. Or, la laïcité, née au départ pour s'émanciper du clergé, peut être étendue aux questions culturelles. On peut, grâce au monde associatif en particulier, manifester son identité culturelle et être reconnu comme tel tout en étant citoyen à part entière.

On aurait aussi pu choisir comme thème de débat : la république aux risques de l'acculturation. A chaque génération, il y a une réappropriation. Il est tout aussi dangereux de se figer sur une identité fixe que de se décultureliser, comme on le voit aujourd'hui sous l'effet de la mondialisation. La conséquence terrible de l'acculturation est la résignation. Chaque individu devient un atome et n'a plus d'appartenance. Cela a un impact politique : on oublie les luttes sociales, politiques, on croit que plus rien n'est possible. Le dialogue interculturel vise justement à se réapproprier sa culture sans y rester figé.



Tareq Oubrou
 « La laïcité française, expérience de sécularisation, et la République sont confrontées à une série assez impressionnante de glissements de repères, de valeurs et de certitudes :

- Toute la diversité de l'Humanité ; la mondialisation et les moyens techniques qui en découlent provoquent une interpénétration des cultures et des valeurs.
- La crise idéologique, économique, identitaire et morale nous place dans une ère d'incertitude et d'angoisse, à l'inverse de l'ère précédente, linéaire et portée par le progrès.
- Les certitudes auparavant basées sur les sciences dures sont remplacées par la psychologie, les statistiques et les probabilités. Les sciences sont ouvertes sur le spirituel et ne sont plus un moyen de sécularisation.
- Alors que la rationalité voulait jadis tout maîtriser, nous sommes aujourd'hui dans l'ère de l'irrationnel et de l'émotion.

- La souveraineté de la République s'est déplacée vers l'Europe dont proviennent plus de 60% des lois nouvelles. Avec le droit, la citoyenneté se déplace. Mais l'Europe elle-même cherche sa place dans un monde dont le centre de gravité s'est déplacé vers l'Asie.
- L'économie dicte à présent ses valeurs au politique.

Dans ce contexte, le consensus sur les valeurs devient de plus en plus impossible. Comment concilier la diversité endogène et la réalité mondiale, et un système universaliste abstrait ?

La spiritualité musulmane apparaît comme effervescente, incontrôlable, incapable de se séculariser et elle réveille les images cachées dans l'imaginaire collectif (le Sarrazin...) Il y a, gravée dans les esprits des non-musulmans mais aussi de beaucoup de musulmans, l'idée d'une incompatibilité entre l'Islam et les valeurs de la République, l'idée que l'Islam serait un bloc où il n'y aurait pas de séparation possible entre le profane et le sacré. Or l'Islam est une religion et non une civilisation. Les civilisations naissent et meurent tandis que les religions ont pour logique celle de l'esprit, qui est permanent. Elles s'enveloppent dans les cultures, mais ne disparaissent pas avec elles. La civilisation occidentale est la seule en occident, la religion doit

“ Nous avons à faire un effort intellectuel théologique : nous devons résoudre des problèmes de notre temps au lieu de diffuser une théologie anachronique par rapport aux questions de la vie, de la mort, de la bioéthique, de la physique... ”



Participants à la conférence

de retrouver une forme de sécularisation à partir de son histoire, de sa tradition religieuse.

De fait, les musulmans en France sont déjà occidentalisés de par la langue qu'ils parlent, par les lois auxquels ils sont soumis. Nous avons à faire un effort intellectuel théologique : nous devons résoudre des problèmes de notre temps au lieu de diffuser une théologie anachronique par rapport aux questions de la vie, de la mort, de la bioéthique, de la physique... L'Occident ne refuse pas aux musulmans d'être musulmans, ils peuvent s'épanouir pleinement dans leur religion (rencontre mystique du divin). Je suis pour une méthodologie qui compose les valeurs absolues de la religion avec une réalité qui a ses exigences.

se vivre en tant que spiritualité, en tant qu'éthique qui épouse cette civilisation. Il faut culturellement occidentaliser l'Islam, en préservant son esprit permanent. C'est le seul moyen pour les musulmans de se sentir pleinement occidentaux et d'éviter le choc des civilisations. Les débats identitaires risquent d'enfermer l'Islam dans des revendications, de l'étouffer dans des enjeux économiques et sociaux. Lorsque la culture devient une enveloppe trop épaisse, elle risque d'étouffer la spiritualité. Ne mélangeons pas le théologique et le sociologique. Chacun

Programme Initiative Dialogue

« *Changer les regards, Créer la confiance, Construire une société pleinement inclusive.* »

Lancé en 1998 à la Courmeuve, le programme Initiative Dialogue vise à renforcer la paix sociale et la cohésion nationale en vue d'épargner à terme à la France une coûteuse fracture culturelle.

Les cercles de dialogue que ce programme propose, offrent un cadre pour des échanges à cœur ouvert empreints de franchise et de respect, où les uns et les autres apprennent à remettre en question leurs motivations et leurs propres comportements. C'est ainsi que pourront se forger des liens de confiance préalable, pour construire ensemble une société plus humaine et plus juste.

Contexte : Au moment où ne cessent de se multiplier au Nigéria, en Egypte, en Irak, aux Philippines, en Russie, en Tchétchénie et dans d'autres pays, les actes de violence dont sont victimes les populations musulmanes et chrétiennes, la paix mondiale elle-même continue à se fragiliser dangereusement au Proche Orient.

Par ailleurs, l'avènement d'une société française plus humaine et plus juste semble s'estomper aux yeux du médiateur de la République quand il déclare : « Je suis inquiet, le chacun pour soi a remplacé l'envie du vivre ensemble ».

Multiplier les occasions de rencontre et de dialogue dans les communes et les grandes villes de France pour créer un cadre et une atmosphère permettant de se parler entre Français en vérité et dans le respect des différences.

Méthode : Il ne s'agit pas d'instaurer un débat théologique sur les particularités religieuses, mais de prendre conscience de ce qui doit changer en nous et d'identifier ainsi les attitudes et les motivations qui peuvent être sources d'éventuelles fractures culturelles.

Ces occasions de rencontre et de dialogue permettent aussi de créer des rapports de confiance et construire ensemble une société pleinement inclusive fondée sur une citoyenneté commune.